8 juin 2007 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Point de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la lutte contre l'effet de serre, la mondialisation, le conflit au Darfour, les relations avec la Russie et sur le traité simplifié européen, à Heiligendamm le 8 juin 2007.

LE PRESIDENT - Bonjour à tous,

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que vous confirmez qu'un accord sur la limitation des gaz à effet de serre est intervenu ?

LE PRESIDENT - Oui. D'abord, pour dire les choses, ce sont des heures de discussion qui ont commencé hier soir pendant le dîner. Qu'est-ce qui compte ? Ce qui compte, c'est que les huit pays les plus riches de la planète comprennent que l'on ne peut plus attendre, que c'est l'équilibre de la planète qui est en cause, et qu'il faut agir absolument tout de suite. Il faut agir tout de suite pour deux raisons, d'abord pour éviter la catastrophe, et ensuite -et j'ai défendu cette idée- parce que plus tôt on agit, moins cela coûte cher. Il y a deux concepts dans tout cela. D'abord la catastrophe qu'il faut éviter, et si l'on agit trop tard, il y aura une catastrophe, et le deuxième concept, c'est qu'en plus, cela coûte moins cher d'agir tout de suite.

A partir d'hier soir, je rappelle que la position du Président BUSH était la suivante : il n'y avait pas de problème, l'homme n'était pas à l'origine de cette question, la technologie règlera tout et cela devrait se passer avec les pays les plus fortement émetteurs de gaz à effet de serre et pas à l'ONU. C'était la position de départ. A l'arrivée, le Président BUSH a bien voulu considérer qu'il y avait un problème, que l'homme était responsable de ce problème, qu'il fallait agir vite, que le meilleur cadre d'action était l'ONU. C'est donc une validation de la conférence de Bali. Même si là, je suis tout à fait prêt à considérer que c'est important que les treize ou quinze pays qui émettent le plus de gaz à effet de serre travaillent dans leur coin à une position harmonisée mais le règlement du problème se passe avec tous les pays de la planète, donc dans le cadre de l'ONU. Je prends un exemple, la deuxième forêt du monde est celle de la République Démocratique du Congo. La République Démocratique du Congo émet très peu de gaz à effet de serre parce qu'elle a très peu de croissance, mais un arbre, dans sa vie, consomme une tonne de carbone. Donc, vous voyez qu'il y a un lien entre ce que la République Démocratique du Congo fera avec sa forêt qui est la deuxième du monde et les émissions de gaz à effet de serre des pays les plus développés. C'est réglé. Dans le texte final, l'ONU est validé comme le cadre prioritaire et puis, il y avait un dernier point. Ce n'est pas le plus simple, ce sont les chiffres. Je me suis battu pour cette idée que, bien sûr que ce n'est pas parce que l'on se fixe un objectif qu'on le tient. C'est évident. Mais, si on ne se fixe pas d'objectif, on n'a aucune chance de le tenir et donc je me suis battu que pour le G8 dise dans le communiqué final autant que l'Union européenne l'avait dit en son temps, que l'objectif qui sera pris en compte sérieusement par les 8 est celui de 50 % de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon de 2008.

QUESTION - Est-ce contraignant ?

LE PRESIDENT - Si vous voulez me faire dire que l'on peut faire encore mieux, oui. J'essaye de parler franchement. La meilleure chose, cela aurait été de dire ce que j'ai demandé, que tous nous étions obligés, mais les Etats-Unis n'ont pas franchi ce pas qui reste, soit 5 % qui restent par rapport aux 100 % du départ. Ceci parce qu'ils veulent que la Chine et l'Inde soient

associées à cet effort et qu'ils disent : «pourquoi va-t-on avoir des objectifs contraignants si eux n'en ont pas ? ». Je dis, au contraire, que nous devons montrer l'exemple. Vous avez le chiffre et l'expression « sera pris en compte sérieusement » est un progrès de plus. Donc là, je veux dire qu'on a fait des progrès et que je me battrai pour que l'on aille encore plus loin. C'est assez inespéré par rapport au point de départ. J'appelle tous ceux qui suivent les G8 depuis longtemps et qui suivent ces questions depuis longtemps à regarder cela de près. Les progrès sont considérables. Et est-ce que c'est un point d'arrivée définitif ? Non. Mais l'objectif y est et c'est la première fois qu'un objectif chiffré figure dans un texte du G8, cela ne s'est jamais produit. A propos de l'expression « considere seriously », « pris en compte sérieusement », je vais vous livrer une anecdote. J'ai arraché le terme « sérieusement » à l'extrême fin de la dernière séance. Cela n'est pas facile d'obtenir tout cela mais c'est un progrès assez important. Et puis, on a eu une discussion ce matin aussi sur la mondialisation et j'ai quand même fait valoir une idée à laquelle je tiens beaucoup : la mondialisation, l'économie de marché, la concurrence représentent le système économique le plus efficace. Mais comment se fait-il qu'il y ait des millions de gens à travers le monde qui ont en peur et qui ne le comprennent pas ? C'est bien qu'il y a un problème. Et j'ai essayé de porter ce débat. Il faut qu'il y ait des règles à la mondialisation parce que sinon on la caricature. J'ai pris des exemples comme la contrefaçon. Il y a un texte important dans les communiqués et les Japonais ont insisté là-dessus. La contrefaçon, c'est du vol. J'ai également parlé des fonds qui font de la spéculation et non pas de la création de richesses. On ne peut pas accepter cela. Et j'ai été soutenu par Tony BLAIR et par le Président BUSH. J'ai également parlé de la gestion des monnaies parce que le dumping monétaire existe. Ce fut une discussion extrêmement intéressante pour faire comprendre que je ne suis pas protectionniste, que je suis pour la concurrence, mais je veux une concurrence loyale. Et notamment dans le cadre de l'OMC, je l'ai dit au Président américain : « la concurrence loyale, oui £ la concurrence déloyale, non ». J'ai dit à Monsieur BARROSO que nous voulions la réciprocité, la fin de la naïveté. C'est cela aussi la mondialisation.

QUESTION - Vous avez évoqué le Darfour, je pense. Quelles sont vos propositions ?

LE PRESIDENT - Sur le Darfour, il y a un texte qui a fait l'unanimité et qui est extrêmement important. En résumé, tout le monde a bien voulu considérer que c'était impossible de rester sans rien faire parce que c'est un authentique scandale. Ces gens qui fuient aux confins du Soudan, du Tchad et de la Centrafrique sont déjà très pauvres et si, en plus, ils doivent être tués à la fois par des bandes rebelles et par des pilleurs, ce n'est quand même pas une solution. On ne peut pas rester sans rien faire. La deuxième chose, c'est que nous sommes tous d'accord pour pousser à la force hybride. La force hybride, je le rappelle, c'est d'envoyer quelques milliers de soldats, de l'Union Africaine renforcés par l'ONU pour maintenir la paix comme une force, en quelque sorte, d'interposition. Troisième élément, tout le monde est bien d'accord de la nécessité d'un règlement politique et donc de pousser les dirigeants soudanais à accepter cela. Quatrième point, on est en train de travailler et Bernard KOUCHNER, à ma demande, et je l'en remercie, va faire une tournée dans la région pour voir comment on peut améliorer la défense des intérêts humanitaires. J'ai informé mes collègues qu'il y aura à Paris, le 25 juin, une réunion du groupe de contact élargi à des pays comme l'Egypte et la Chine dont on connaît l'influence bénéfique sur le Soudan. Je recevrai l'ensemble de ces ministres. Je n'ai nullement l'intention, bien sûr, de compliquer la tâche de l'ONU et je sais que le conseil de sécurité va se rendre à Khartoum pour essayer de trouver une solution, mais il y avait une grande mobilisation de l'ensemble du G8 sur la question du Darfour. Là aussi, cela ne résout pas le problème bien sûr, mais c'est important.

QUESTION - Ce sera une conférence ministérielle à Paris ?

LE PRESIDENT - Oui, c'est une conférence ministérielle à Paris et je recevrai les ministres.

QUESTION - On l'a dit. Vous avez fait un peu plus connaissance avec M. Poutine.

LE PRESIDENT - Dernier point, excusez-moi. J'ai obtenu un communiqué très important qui soutient les efforts du Président URIBE. Ce n'est pas tout à fait facile, parce que les Japonais ont, eux aussi, des otages ainsi que les Américains. Ce n'est pas facile, mais l'engagement que j'avais pris auprès du Président URIBE après la libération de M. GRANDA a été tenu et le G8 a

manifesté le souhait, d'abord de remercier le Président URIBE et de faire pression sur les FARC pour qu'ils négocient une solution humanitaire pour Mme BETANCOURT même si son nom n'est pas cité expressis verbis. Les autres pays se demanderaient, en effet, pourquoi on ne cite pas le nom de leurs otages.
QUESTION - Vous avez également fait connaissance avec Monsieur POUTINE. Vous connaissez un peu tout le monde ici, sauf lui. Comment cela s'est-il passé ? Comment est-ce personnage ?
LE PRESIDENT - J'ai eu l'occasion de parler avec Monsieur POUTINE longuement hier soir, au dîner ainsi que ce matin. Et nous aurons un entretien bilatéral ce soir à 18 heures. J'ai l'intention d'être quelqu'un qui écoute les autres, qui essaie de comprendre leurs problèmes. J'ai dit à Monsieur POUTINE que la Russie était un très grand pays, que l'équilibre du monde avait besoin de la Russie et que, s'il y avait des malentendus, il fallait qu'on les lève. Mais, en même temps, j'ai l'intention de lui parler librement, de lui parler franchement comme lui parle librement et franchement. Il y a des problèmes et des désaccords entre nous, on va les évoquer.
QUESTION - Vous l'avez fait rire ce matin, qu'est-ce que vous lui avez dit pour qu'il ait un éclat de rire comme cela ?
LE PRESIDENT - Cela fait partie des conversations privées. Il m'a dit que j'étais direct. Je lui ai dit : « je m'inspire de vous aussi ». C'est aussi l'utilité de ces sommets, nous sommes 8, enfin 9 avec le Président BARROSO, autour d'une table. Pour le déjeuner, nous sommes seuls, sans collaborateur. Pour les séances officielles, nous avons juste un collaborateur derrière, en l'occurrence notre sherpa, Jean-David Levitte pour nous. Cela permet, il faut que les Français le comprennent, un dialogue très direct, très franc, très sincère qui permet d'entendre la préoccupation du Japon vis-à-vis de la Corée du Nord, de voir des gens différents, sans barrière, assez librement. Et c'est extrêmement intéressant parce que les propos ont parfois été vifs, toujours amicaux, mais parfois vifs. Chacun donne sa ligne rouge mais on ne peut pas se réfugier derrière une armée d'administrations et de collaborateurs pour se cacher puisque l'on est face à face, sous le regard très attentif de la Présidence allemande.
QUESTION - En ce qui concerne la conférence ministérielle sur le Darfour, peut-on avoir une idée de ce que sera l'ordre du jour ? Est-ce que ce sera la totalité du problème ou la solution politique ?
LE PRESIDENT - De toute manière, c'est la totalité du problème parce que je ne vois pas comment on peut aller à la solution politique sans parler du problème humanitaire, sans parler du problème militaire, sans parler du problème sécuritaire. Vous avez bien en tête cette région du monde. Le Darfour, c'est exactement l'ouest du Soudan. C'est à la frontière est du Tchad, là où il y a énormément de pauvreté. Vous avez 150 camps sur une surface grande comme la France côté Soudan et 50 côté Tchad. En-dessous, vous avez la République Centrafricaine. On est obligés de parler de tout et notamment des conséquences de l'évolution climatique car c'est la sécheresse, c'est la faim, c'est la famine, c'est le manque d'eau qui ont déplacé des populations et qui ont attisé des conflits dans cet endroit du monde où il y en avait déjà beaucoup.
QUESTION - Ce sera uniquement le ministre des Affaires Etrangères ou il y en aura d'autres ?
LE PRESIDENT - Oui, c'est le ministre des Affaires Etrangères.
QUESTION - Etes-vous satisfait de votre premier G8 ? Cela vous plait ?
LE PRESIDENT - Satisfait, non. Parce que satisfait, cela voudrait dire que l'on a tout obtenu. Ce que je sais, j'essaie que cela soit le plus utile possible. C'est tout à fait passionnant et j'essaie de représenter la France et de défendre ses intérêts le mieux possible. Je sais très bien les responsabilités qui pèsent sur mes épaules. Il y a 85 % des Français qui ont voté, toute la France qui a voté. J'ai pris des engagements et il faut les tenir. A la fois sur le plan intérieur comme sur le plan international, mais je n'aurai pas le temps de m'arrêter à cela parce qu'à peine rentré, je repartirai en Pologne pour convaincre les Polonais. Et puis il y a le rendez-vous extrêmement important dont on a parlé avec Tony BLAIR, qui est le Conseil européen des 21 et 22 juin. Il faut le traité simplifié. Je veux donc que les Français comprennent qu'il n'y a pas d'un côté l'actualité nationale et de l'autre, l'actualité européenne ou l'actualité internationale. C'est un tout, parce que maintenant l'interdépendance et la mondialisation font que l'on ne peut pas dire qu'ici on ne traite que l'international et là, on ne traite que le national.

traite que l'international et là, on ne traite que le national.
QUESTION - C'est vrai mais pour autant, est-ce que votre priorité n'est pas la réussite du traité simplifié ?
LE PRESIDENT - J'ai aidé Madame MERKEL, Présidente du G8 à obtenir un succès et je veux qu'elle m'aide à obtenir un traité simplifié. Les priorités, il y en a beaucoup. Il faut que l'on arrive, que l'on réussisse et que tout cela fonctionne. J'ai dit aux Français qu'on ne pouvait pas rester avec une Europe immobile, pas rester avec une Europe bloquée, pas rester avec une Europe sans institutions. Je vais vous faire une confidence : avec Tony BLAIR, on vient de se mettre d'accord sur ce que pourrait être le cadre du traité simplifié. Ce n'est pas rien quand même, c'est beaucoup. Après mon déjeuner avec M. SOCRATES, le prochain Président de l'Union, l'accord de Romano Prodi et celui de ZAPATERO, cela progresse. On vient de parler 40 minutes du traité simplifié. Parce que tout est lié, ce sont les mêmes interlocuteurs. Surtout, je voudrais que ces rencontres, que ces sommets soient utiles, qu'on se parle librement. Bien sûr, il y a le protocole. Bien sûr, il y a des barrières. Ici, il y a très peu de barrières puisque l'on est seul, tranquille. La seule barrière, c'est éventuellement celle de la langue, parce que l'on n'est pas toujours avec des interprètes et donc, il faut essayer de se faire comprendre sans qu'il y ait de malentendus. Apparemment, pour l'instant, cela ne fonctionne pas si mal.
QUESTION - Vous venez de nous dire que vous étiez tombé d'accord avec Tony BLAIR sur le cadre du traité simplifié. Quel est donc ce cadre sur lequel vous êtes tombé d'accord ?
LE PRESIDENT - Nous sommes tombés d'accord sur le fait que cela doit être un nouveau traité et pas une petite constitution. On a même parlé des questions très difficiles comme celle concernant le texte des droits fondamentaux et on a trouvé une solution.
QUESTION - Ce sont les derniers grands sommets de Monsieur BLAIR, vous le regretterez ?
LE PRESIDENT - Oui. Vous savez, Tony BLAIR est quelqu'un qui, pendant dix ans, a conduit son pays, l'a modernisé. C'est un homme pour qui j'ai beaucoup d'estime et même de l'amitié. Je vais vous dire une chose. Hier, nous avons voyagé en hélicoptère, Cécilia, Cherie, Tony BLAIR et moi. Je ne sais pas si ce sont les hasards du protocole mais nous étions ensemble tous les quatre.
QUESTION - Quelle est la solution pour les droits fondamentaux ?
LE PRESIDENT - On aura l'occasion d'en parler.